



CHAPITRE 169

Loi du ministère des affaires municipales

SECTION I

DU MINISTRE ET DU PERSONNEL DU MINISTÈRE

Administration. 1. Le ministre des affaires municipales a l'administration et la direction du ministère des affaires municipales. S. R. 1941, c. 206, a. 2.

Devoirs du ministre. 2. Le ministre des affaires municipales est chargé de surveiller, dans toute la province, l'administration et la mise à exécution des lois concernant le système municipal. S. R. 1941, c. 206, a. 3; 7 Geo. VI, c. 39, a. 3.

Rapport Annuel. 3. Le ministre dépose devant la Législature, dans les dix jours du commencement de chaque session, un rapport des affaires de ce ministère pendant l'année précédente. S. R. 1941, c. 206, a. 4.

Sous-ministre. 4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des affaires municipales.

Officiers. Il nomme, en outre, tous les officiers, inspecteurs et commis nécessaires à la bonne administration du ministère.

Devoirs. Ces officiers, inspecteurs et commis occupent leurs charges durant bon plaisir et remplissent les devoirs qui leur sont assignés par la loi ou par le ministre.

Comptables. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, en dehors du ministère, les comptables qu'il juge nécessaires à l'effica-

CHAPTER 169

Municipal Affairs Department Act

DIVISION I

MINISTER AND STAFF

1. The Minister of Municipal Affairs shall have the administration and direction of the Department of Municipal Affairs. R. S. 1941, c. 206, s. 2.

2. The Minister of Municipal Affairs shall have charge of supervising, throughout the Province, the administration and the carrying out of the laws respecting the municipal system. R. S. 1941, c. 206, s. 3; 7 Geo. VI, c. 39, s. 3.

3. The Minister shall, within ten days after the opening of each session thereof, submit to the Legislature a report of the affairs of the Department during the preceding year. R. S. 1941, c. 206, s. 4.

4. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Municipal Affairs.

He shall further appoint all the officers, inspectors and clerks found necessary for the proper administration of the Department.

Such officers, inspectors and clerks shall hold office during pleasure, and shall perform the duties which are assigned to them by law or by the Minister.

The Lieutenant-Governor in Council may also appoint, from outside of the Department, such accountants as he may

- cité du service et les destituer à sa discrétion.
- Serment.** Les inspecteurs et les comptables ainsi nommés doivent, avant leur entrée en fonction, prêter, devant un juge de la Cour supérieure, le serment d'office. S. R. 1941, c. 206, a. 5 (*partie*).
- Rapports certifiés.** **5.** Tout rapport d'un inspecteur ou d'un comptable dûment certifié par l'un ou l'autre comme vraie copie fait preuve de lui-même de son contenu devant tout tribunal judiciaire. S. R. 1941, c. 206, a. 5 (*partie*).
- Signature des actes.** **6.** Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le ministre ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou le sous-ministre.
- Authenticité.** Toute copie de document formant partie des archives du ministère et certifiée par le ministre ou par le sous-ministre comme vraie copie, est censée authentique et a, de lui-même, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire. S. R. 1941, c. 206, a. 6.
- deem necessary for the efficiency of the service, and dismiss them at his pleasure. Such inspectors and accountants so appointed shall, before entering upon their duties, take the oath of office before a judge of the Superior Court. R. S. 1941, c. 206, s. 5 (*part*).
- 5.** Every report of an inspector or an accountant, duly certified by either as a true copy, shall be proof *prima facie* of its contents before any court of justice. R. S. 1941, c. 206, s. 5 (*part*).
- 6.** No deed, contract, document or writing shall be binding upon the Department, or held to be the act of the Minister, unless signed by him or by the Deputy Minister. A copy of any document forming part of the records of the Department certified by the Minister or the Deputy Minister as a true copy, shall be considered authentic, and shall have *prima facie* the same legal effect as the original in any court of justice. R. S. 1941, c. 206, s. 6.

SECTION II

DU BUREAU DES INSPECTEURS-VÉRIFICATEURS

- Bureau d'inspecteurs-vérificateurs.** **7.** Il est créé, dans le ministère des affaires municipales, un bureau d'inspecteurs-vérificateurs composé de personnes compétentes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, au nombre qu'il juge convenable et avec le traitement déterminé suivant les dispositions de la Loi du service civil (chap. 13), pour visiter, sous la direction du ministre des affaires municipales, les bureaux des conseils municipaux de la province. S. R. 1941, c. 206, a. 8 (*partie*).

- « Conseil municipal ». **8.** Les mots « conseils municipaux » et « conseil municipal » dans la présente section, signifient et comprennent les conseils des municipalités de comté, de cité, à l'exception de ceux de Québec et de Montréal, de ville, de village et de campagne, quelle que soit la loi qui les régit. S. R. 1941, c. 206, a. 8 (*partie*).

DIVISION II

BUREAU OF EXAMINING-AUDITORS

- Bureau of examining-auditors.** **7.** There shall be created, in the Department of Municipal Affairs, a bureau of examining-auditors composed of competent persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council, in such number as he shall deem expedient and with the salary determined under the provisions of the Civil Service Act (Chap. 13), to visit, under the direction of the Minister of Municipal Affairs, the offices of the municipal councils in the Province. R. S. 1941, c. 206, s. 8 (*part*).

- 8.** The words "municipal councils" and "municipal council", in this section, mean and include the councils of county municipalities, of city municipalities with the exception of those of Québec and Montreal, of town, village and rural municipalities, irrespective of the law by which they are governed. R. S. 1941, c. 206, s. 8 (*part*).

Devoirs
des ins-
pecteurs-
vérifica-
teurs.

9. 1. Chaque inspecteur - vérificateur est tenu de faire la visite des bureaux des conseils municipaux mentionnés dans l'article 7, qui lui sont désignés par le ministre, afin de s'assurer :

a) Que les livres, registres et archives de ces bureaux sont tenus correctement et suivant la loi;

b) Que le cautionnement du secrétaire-trésorier est valable et suffisant;

c) Que les deniers publics sont administrés suivant la loi;

d) Que les lois relatives aux revenus et aux dépenses des corporations municipales sont observées.

Comp-
tabilité
uniforme.

2. Chacun de ces officiers doit de plus faire aux municipalités toutes les suggestions propres à leur faire adopter un système de comptabilité uniforme et, pour cette fin, leur fournir gratuitement tous les renseignements nécessaires.

Action
séparée.

3. Chacun de ces officiers peut agir séparément. S. R. 1941, c. 206, a. 9.

Rapport
au
ministre.

10. Chaque inspecteur-vérificateur doit faire, au ministre des affaires municipales, un rapport complet de chacune de ses inspections, et consigner dans ce rapport toutes les observations qu'il juge à propos au sujet du bureau en question, et spécialement les changements qui lui paraissent nécessaires pour obtenir l'uniformité dans la comptabilité des bureaux, et toutes recommandations concernant la garde en sûreté des deniers de la municipalité et l'accomplissement des devoirs du secrétaire-trésorier et des autres officiers municipaux. S. R. 1941, c. 206, a. 10.

Instruc-
tions du
ministre.

11. Sur réception du rapport d'un inspecteur-vérificateur, le ministre des affaires municipales peut donner au conseil intéressé telles instructions qu'il juge être dans l'intérêt de la municipalité. S. R. 1941, c. 206, a. 11.

Trans-
mission au
conseil
municipal.

12. Ces instructions du ministre sont transmises, par lettre recommandée, au maire et au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité, et le maire, le secrétaire-trésorier ou greffier sont tenus d'en saisir le conseil à la première assemblée générale ou spéciale tenue après leur réception.

9. (1) Each examining-auditor shall be obliged to visit the offices of the municipal councils mentioned in section 7, indicated to him by the Minister, in order to ascertain whether:

Duty of
examin-
ing-
auditors.

(a) The books, registers and archives of such offices are kept correctly and in accordance with the law;

(b) The security for the secretary-treasurer is valid and sufficient;

(c) The public moneys are administered according to law;

(d) The laws respecting the revenues and expenses of municipal corporations are observed.

(2) Each such officer shall further make to the municipalities all suggestions of a nature to induce them to adopt a uniform system of accountancy, and, for such object, supply them gratuitously with all necessary information.

Uniform
account-
ing.

(3) Each such officer may act separately.

Separate
action.

10. Each examining-auditor shall make a complete report to the Minister of Municipal Affairs of each of his inspections, and insert in such report all the remarks he may deem expedient regarding the office in question and particularly the changes which seem to him necessary in order to obtain uniformity in the accountancy of the offices, and all recommendations as to the safe-keeping of the funds of the municipality and the accomplishment of the duties of the secretary-treasurer and of the other municipal officers. R. S. 1941, c. 206, s. 10.

Report to
Minister.

11. Upon receipt of the report from an examining-auditor, the Minister of Municipal Affairs may give the council interested such instructions as he may deem to be in the interest of the municipality. R. S. 1941, c. 206, s. 11.

Instruc-
tions of
Minister.

12. The Minister's instructions shall be sent by registered letter to the mayor and secretary-treasurer or clerk of the municipality, and the mayor, secretary-treasurer or clerk must acquaint the council therewith at the first general or special meeting held after the receipt thereof.

Trans-
mission
to council.

- Action du conseil.** A cette assemblée le conseil municipal doit prendre connaissance de ces instructions et il peut édicter les mesures qu'il croit nécessaires pour les mettre à exécution. S. R. 1941, c. 206, a. 12.
- Enquête.** **13.** Tout inspecteur-vérificateur doit également, lorsqu'il en est requis par le ministre des affaires municipales, faire une enquête sur la conduite de tout officier municipal, lorsqu'il est de l'intérêt public que cette enquête ait lieu; et il a, relativement à cette enquête, tous les pouvoirs que possède un commissaire nommé en vertu des articles 2 à 7 de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11). S. R. 1941, c. 206, a. 13.
- Production de documents.** **14.** Tout officier municipal qui tient les livres de comptes ou les registres des procès-verbaux d'une municipalité doit, chaque fois que le lui demande un inspecteur-vérificateur, produire et exhiber à cet inspecteur-vérificateur, pour examen et inspection, tous rôles, livres, comptes, pièces justificatives et documents dont il a la possession, la garde ou le contrôle. S. R. 1941, c. 206, a. 14.
- Peine au cas de refus.** **15.** Tout officier municipal qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de l'article 14, est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars, recouvrable par poursuite sommaire. S. R. 1941, c. 206, a. 15.
- Sous-ministre.** **16.** Le sous-ministre des affaires municipales possède d'office tous les droits et pouvoirs conférés par la présente section aux inspecteurs-vérificateurs. S. R. 1941, c. 206, a. 16.
- Dépenses des inspecteurs.** **17.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine le montant qui est payé aux inspecteurs-vérificateurs pour défrayer les frais encourus par eux lorsqu'ils voyagent à l'occasion de l'exécution des devoirs qui leur sont imposés. S. R. 1941, c. 206, a. 17.
- The municipal council shall, at such meeting, take cognizance of such instructions and may order the steps it deems necessary to carry them out. R. S. 1941, c. 206, s. 12.
- 13.** Every examining-auditor shall likewise, when so required by the Minister of Municipal Affairs, hold an inquiry into the conduct of any municipal officer, when it is in the public interest that such inquiry be held; and he shall have, with respect to such inquiry, all the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11) sections 2 to 7. R. S. 1941, c. 206, s. 13.
- 14.** Every municipal officer who keeps the account books or the registers of the *procès-verbaux* of a municipality must, whenever asked to do so by an examining-auditor, produce and show to such examining-auditor, for examination and inspection, all rolls, books, accounts, vouchers and documents in his possession, custody or control. R. S. 1941, c. 206, s. 14.
- 15.** Every municipal officer who neglects or refuses to comply with the provisions of section 14 shall be liable, for each offence, to a fine of not less than twenty-five dollars nor more than two hundred dollars, recoverable on summary proceeding. R. S. 1941, c. 206, s. 15.
- 16.** The Deputy Minister of Municipal Affairs shall *ex officio* have all the rights and powers conferred by this division upon the examining-auditors. R. S. 1941, c. 206, s. 16.
- 17.** The Lieutenant-Governor in Council shall determine the sum to be paid to examining-auditors in order to defray the costs incurred by them in travelling in the execution of the duties with which they are charged. R. S. 1941, c. 206, s. 17.

SECTION III

DES COMPTES MUNICIPAUX

DIVISION III

MUNICIPAL ACCOUNTS

- Rapport au ministre.** **18.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité constituée en corpo-
- 18.** The clerk or secretary-treasurer of every municipality incorporated by special

ration par une loi spéciale ou en vertu d'une loi générale doit, dans les deux mois qui suivent immédiatement l'expiration de l'année fiscale, transmettre au ministre des affaires municipales un rapport de son vérificateur, comprenant l'actif et le passif de la municipalité et ses opérations financières durant l'année fiscale, préparé sur et d'après les formules qui sont, sur demande, fournies par le ministre des affaires municipales, certifié par le vérificateur et accepté par le secrétaire-trésorier ou autre officier qui tient les comptes de la municipalité. S. R. 1941, c. 216, a. 2.

act or in virtue of a general act shall, within the two months immediately following the expiration of its fiscal year, transmit to the Minister of Municipal Affairs a report of its auditor covering the assets and liabilities of the municipality and its financial operations during the fiscal year, made on and in accordance with such forms as may on application be furnished by the Minister of Municipal Affairs, certified to by the auditor and accepted by the secretary-treasurer or other officer in charge of the accounts of the municipality. R. S. 1941, c. 216, s. 2.

Vérification par le ministre.

19. Si un greffier ou secrétaire-trésorier ne transmet pas, dans le délai voulu, le rapport requis par l'article 18, ou si le rapport ainsi transmis est incomplet ou erroné, d'après l'opinion du ministre des affaires municipales, ce dernier peut faire préparer un rapport et une vérification convenables, pour toute période de temps, aux frais de la municipalité dont il s'agit, par un ou plusieurs des inspecteurs du ministère des affaires municipales ou des comptables agissant pour ce ministère. S. R. 1941, c. 216, a. 3.

19. Should any such clerk or secretary-treasurer fail to transmit, within the proper delay, the report required by section 18, or should the report so transmitted be incomplete or erroneous, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, the latter shall have the right to cause a proper audit and report, for any period of time, to be made at the expense of the municipality in question by one or more of the inspectors of the Department of Municipal Affairs or accountants acting for that Department. R. S. 1941, c. 216, s. 3.

Audit by Department.

Production de documents.

20. Tout secrétaire-trésorier ou autre officier qui tient les livres de comptes ou le registre des délibérations du conseil de la municipalité, doit, chaque fois que le lui demande le ministre des affaires municipales, produire et exhiber à l'inspecteur, ou aux inspecteurs du ministère des affaires municipales ou aux comptables agissant pour ce ministère, pour examen et inspection, les rôles, livres, comptes, pièces justificatives et documents dont, en sa qualité, il a la possession, la garde ou le contrôle concernant les comptes de la municipalité. S. R. 1941, c. 216, a. 4.

20. Every secretary-treasurer or other officer in charge of the books of account or the minute-books of the municipality, shall, whenever requested so to do by the Minister of Municipal Affairs, produce and exhibit to the inspector or inspectors of the Department of Municipal Affairs or to the accountants acting for that Department, for examination and inspection, all rolls, books, accounts, vouchers and documents which, in his said capacity, he has in his possession, custody or control, respecting the accounts of the municipality. R. S. 1941, c. 216, s. 4.

Production of documents.

Peines pour contravention.

21. Tout secrétaire-trésorier ou autre officier qui tient les livres et registres mentionnés en l'article 20, et qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de la présente section, est passible pour chaque infraction, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars. S. R. 1941, c. 216, a. 5.

21. Any secretary-treasurer or other officer in charge of the books of account or minute-books mentioned in section 20, who neglects or refuses to comply with the provisions of this Division, shall be liable, for each offence, to a penalty of not less than twenty-five dollars nor more than two hundred dollars. R. S. 1941, c. 216, s. 5.

Penalty for refusal.

Recommandations.

22. L'inspecteur ou comptable qui fait une vérification en vertu de la présente sec-

22. Every inspector or accountant making an audit under this Division shall,

Recommendations.

tion doit, dans son rapport, faire les recommandations qui lui semblent nécessaires concernant les livres et les comptes de la municipalité, la garde en sûreté des deniers de la municipalité et l'accomplissement des devoirs du secrétaire-trésorier ou autre officier en charge des livres de comptes. S. R. 1941, c. 216, a. 6.,

in his report, make such recommendations as may seem to him necessary respecting the books and accounts of the municipality, the safekeeping of the moneys of the municipality, and the performance of the duties of the secretary-treasurer or other officer in charge of the books of account. R. S. 1941, c. 216, s. 6.

Mesures de protection.

23. Si le rapport de l'inspecteur ou du comptable fait voir un état de choses dans la municipalité qui justifie une action sommaire, son conseil doit immédiatement, sur réception du rapport, prendre les mesures nécessaires pour protéger et servir les intérêts de la municipalité, et, à défaut par le conseil d'agir ainsi dans les trente jours de la réception du rapport, tout contribuable peut intenter une poursuite pour forcer le conseil à prendre les mesures requises. S. R. 1941, c. 216, a. 7.

23. If the report of the inspector or accountant shows such a condition of affairs in the municipality as warrants summary action, the council thereof shall forthwith, upon receipt of the report, take such action thereon as may protect and further the interests of the municipality, and in default of the council so doing within thirty days from the receipt of the report, any ratepayer may take an action at law to compel the council to adopt the proper remedy. R. S. 1941, c. 216, s. 7. Remedial action.

Paiement aux inspecteurs, etc.

24. Nul inspecteur du ministère des affaires municipales ou comptable agissant pour le ministère, ne peut recevoir, d'une municipalité ou d'un de ses officiers, des honoraires ou autre rémunération pour les services qu'il rend dans l'exécution des devoirs de sa charge en vertu de la présente section, mais cet inspecteur ou comptable doit recevoir paiement de ses services, et des dépenses raisonnables de voyage et autres dépenses de la manière ci-après prescrite. S. R. 1941, c. 216, a. 8.

24. No inspector of the Department of Municipal Affairs or accountant acting for the Department shall receive from any such municipality, or from any officer thereof, any fees or other remuneration for services rendered by him in fulfilment of the duties of his office under this Division, but every such inspector or accountant shall be paid for his services, and for reasonable travelling and other expenses, in the manner hereinafter provided. R. S. 1941, c. 216, s. 8. Payment to inspectors, etc.

Traitement, etc.

25. Chacun des inspecteurs ou comptables doit recevoir le traitement et les honoraires qui sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels traitement ou honoraires, ainsi que toutes les dépenses encourues par eux en vertu de la présente section, peuvent être payés par le ministre des affaires municipales et doivent être respectivement remboursés par chaque municipalité dont les comptes ont été ainsi vérifiés en vertu des dispositions de la présente section. S. R. 1941, c. 216, a. 9.

25. Each of the inspectors or accountants shall receive such salary and fees as may be fixed by the Lieutenant-Governor in Council, which salary or fees, together with all the expenses incurred by him under this Division, may be paid by the Minister of Municipal Affairs and shall be respectively reimbursed by each municipality whose accounts shall have been audited under the provisions of this Division. R. S. 1941, c. 216, s. 9. Salary, etc.

Règlements.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements semblables ou différents pour les diverses municipalités de la province, ou basés sur des conditions différentes, pour les fins suivantes:

26. The Lieutenant-Governor in Council shall have power to make regulations, similar or different for the different municipalities in the Province, or with reference to different conditions, concerning the following matters: Regulations.

1° La manière dont les archives, livres de comptes, pièces justificatives, deniers et valeurs de la municipalité doivent être gardés et faire l'objet d'un rapport par les officiers de la municipalité;

2° L'inspection et la vérification des livres, comptes et actif de la municipalité et le rapport que doit en faire l'inspecteur ou le comptable. S. R. 1941, c. 216, a. 10.

(1) The manner in which the records, books of account, vouchers, money and securities of the municipality shall be kept and reported upon by the officials of the municipality;

(2) The inspection and audit of the books, accounts and assets of the municipality, and the report to be made thereon by the inspector or accountant. R. S. 1941, c. 216, s. 10.

Fonds
con-
solidé.

27. Tous les salaires, honoraires et amendes fixés par et recouvrés en vertu de ces règlements font partie du fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 216, a. 11.

27. All salaries, fees and pecuniary penalties established by or recovered under such regulations shall form part of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 216, s. 11.